



**Association suisse  
Infrastructures communales | ASIC**

## Rapport de gestion 2020



### **ASIC**

*Le centre de compétence des communes et villes  
pour la gestion des infrastructures publiques*

L'Association suisse Infrastructures communales ASIC est une section de l'Union des villes suisses et une partenaire de l'Association des Communes Suisses



**Association suisse  
Infrastructures communales | ASIC**

[infrastructures-communales.ch](http://infrastructures-communales.ch), [info@infrastructures-communales.ch](mailto:info@infrastructures-communales.ch), [@SVKI\\_ASIC](https://www.instagram.com/SVKI_ASIC)

ASIC  
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 356 32 42

## Introduction



Alain Jaccard  
Président



Alexandre Bukowiecki Gerber  
Directeur

*Les prestations fournies par les services des infrastructures communales continuent pendant la pandémie – l'ASIC les met en réseau et les soutient.*

Si nous jetons un regard rétrospectif sur l'année 2020, pour le moins spéciale, on peut constater avec satisfaction que nos membres – communes, villes, associations intercommunales, mais aussi les bienfaiteurs privés – ont prouvé qu'ils étaient des prestataires de services qui savent résister aux crises: les services d'infrastructure ont continué en effet à servir leurs prestations malgré la pandémie, et ce, dans des conditions parfois difficiles et souvent changeantes. Les services chargés de l'élimination des déchets, en particulier, ont été littéralement débordés lors du premier confinement, et la planification des services hivernaux avec des concepts de protection a également constitué un véritable défi. L'ASIC a été en mesure d'apporter son soutien, notamment dans la première phase de la pandémie, pour la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil fédéral dans ce contexte. On a pu ainsi constater à quel point il est important d'entretenir un solide réseau de relations avec les offices fédéraux, les conférences cantonales et les associations professionnelles. Souvent, un échange rapide dans nos commissions techniques a également été nécessaire, ce qui s'est fait sans difficulté grâce aux applications informatiques utilisées. Les conséquences de la pandémie ont été moins réjouissantes pour nos activités de séminaires et de conférences, bien que nous ayons pu organiser quelques événements pendant le trimestre d'été. Force est de constater que notre clientèle du secteur technique et commercial préfère généralement les manifestations en présentiel. La première édition 100 pour cent numérique du congrès sur le recyclage, au début 2021, a été un succès, avec plus de 250 participants payants. A noter que l'ASIC est également équipée pour s'intégrer efficacement dans un paysage de la formation continue qui fait de plus en plus appel à un mix de formats analogiques et numériques. La pandémie a malheureusement laissé des traces dans les comptes annuels de notre association. L'annulation de conférences, de cours et, surtout, du salon Suisse Public, a eu des répercussions non négligeables sur les comptes. Cela étant, l'ASIC peut y faire face grâce à sa base financière saine. ┘

## Le cockpit ASIC 2020

<b>Membres</b>	266 (année précédente 258)
<b>Secrétariat</b>	3,0 équivalents plein-temps (inchangé par rapport à 2019)
<b>Commissions techniques permanentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets et recyclage</li> <li>• Eaux usées</li> <li>• Energie</li> <li>• Climat et environnement, y compris secrétariat de l'Alliance pour le climat Suisse</li> <li>• Gestion des infrastructures</li> <li>• Immobiliers</li> <li>• Routes</li> </ul>
<b>Groupes de travail en activité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle des prestations et des coûts pour l'entretien des routes</li> <li>• Groupe de travail « Exploitants de réseaux de canalisations » et groupe de travail « Evacuation des biens-fonds »</li> <li>• Groupe d'accompagnement pour les cours de chefs de voirie</li> <li>• Groupe de travail Alimentation durable</li> <li>• Groupe de parrainage « Charte pour le climat et l'énergie »</li> </ul>
<b>Prises de position dans les procédures de consultation de la Confédération et d'organisations spécialisées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contre-projet direct à l'initiative populaire « Pour un climat sain (initiative pour les glaciers) »</li> <li>• Révision de la loi sur l'énergie (mesures d'encouragement à partir de 2023)</li> <li>• Initiative parlementaire 19.475 Réduire le risque de l'utilisation de pesticides</li> <li>• Révision partielle de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub></li> <li>• Modifications d'ordonnances dans le domaine de l'OFEN avec entrée en vigueur début 2021</li> <li>• Paquet d'ordonnances sur l'environnement au printemps 2021 (notamment révision de l'OREA)</li> <li>• Révision de l'OApEI (art 8a.)</li> <li>• Document de planification OFEV SwissPhosphor</li> <li>• Norme VSS « Analyses coûts/avantages du trafic routier, coûts de l'entretien d'exploitation des routes »</li> <li>• SIA 2061 Système de stockage par batterie dans les bâtiments</li> </ul>
<b>Cours et séminaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours pour chefs de voirie (deux sessions)</li> <li>• Séminaire pratique Gestion de la voirie (une session)</li> <li>• Séminaire pratique Gestion des infrastructures (une session)</li> <li>• Séminaire Leadership (3 jours de cours)</li> <li>• Après-midi pratique Revêtements routiers (une session)</li> </ul>
<b>Congrès et manifestations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Congrès sur le recyclage 2020</a></li> <li>• <a href="#">Assemblée générale du 10 juin 2020 (virtuelle)</a></li> </ul>
<b>Nouvelles publications</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Gestion des infrastructures communales dans les régions de montagne (avec le SAB)</a></li> <li>• <a href="#">Fiche d'information 2020/2021 « Collecte sélective de matières valorisables »</a></li> <li>• <a href="#">ASIC brochure image</a></li> <li>• <a href="#">Standard Construction durable</a> (projet soutenu par l'ASIC)</li> <li>• <a href="#">Vue d'ensemble des coûts d'entretien des routes</a></li> </ul>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>CHF 588'878.-</b>
<b>Perte</b>	<b>CHF 66'260.-</b>
<b>Somme du bilan</b>	<b>CHF 833'695.-</b>



La ville de Winterthour remporte, avec son Virtual Reality Hero, le Prix d'innovation ASIC 2020 dans la catégorie Communication.



## Highlights

### Attribution du Prix d'Innovation ASIC 2020

L'Association suisse Infrastructures communales attribue tous les deux ans un Prix d'innovation pour des projets mis en œuvre par des communes, des villes et des associations intercommunales, projets qui facilitent l'exploitation et l'utilisation des infrastructures communales, les organisent de manière plus efficace et les améliorent. En 2020, trois lauréats ont pu être primés dans trois catégories différentes :

- Catégorie Communication: Virtual Energy Hero (ville de Winterthour)
- Catégorie Technologie: Chauffage des bâtiments scolaires avec l'intelligence artificielle (ville d'Adliswil)
- Catégorie Management: Système de gestion des déchets ménagers avec des sacs de couleurs (ville de Berne)
- Tous les projets soumis







La ville d'Adliswil a convaincu le jury dans la catégorie Technologie et s'est vue décerner le Prix d'innovation ASIC 2020 pour son chauffage des bâtiments scolaires qui fait appel à l'intelligence artificielle.

La ville de Berne convainc avec son système de collecte de déchets valorisables avec des sacs de couleurs et remporte le Prix d'innovation ASIC 2020 dans la catégorie Management.







## Nouveau droit des marchés publics: guide pratique et fiches d'informations en cours d'élaboration

Tandis que le nouveau droit des marchés publics s'applique depuis 2021 déjà pour la Confédération, les nouvelles réglementations n'entreront en vigueur pour les cantons, les villes et les communes que lorsque le canton concerné aura adhéré à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) révisé. Cela sera le cas en maints endroits dans le courant 2021 ou 2022. Cette nouvelle base juridique vise avant tout à renforcer des concours de qualité. La loi révisée régleme de nombreux sujets de la même manière pour les trois niveaux étatiques. C'est la raison pour laquelle la Confédération, les cantons et les associations de communes ont décidé de publier un guide commun et des fiches d'information consacrées à la nouvelle réglementation. Ces publications visent à faciliter au maximum le passage à la nouvelle loi pour les adjudicateurs. L'ASIC est impliquée dans ce projet pour le niveau communal. Ces aides devraient être disponibles à partir de l'été 2021.

En même temps, l'ASIC est impliquée dans le groupe d'experts sur les achats durables de la Confédération. Celui-ci travaille depuis 2017 dans une large composition tripartite (BKB, KBOB, BAFU, SECO, Poste, Domaine des EPF, Armasuisse, cantons de VD et BS, IGöB, associations communales) sur un large éventail d'activités liées aux achats durables. Un produit important de ce groupe spécialisé a été lancé fin 2020 sous la forme de la plateforme de connaissances sur les marchés publics durables (WöB). Sur cette plateforme web, les organismes chargés des marchés publics à tous les niveaux fédéraux peuvent trouver une variété d'informations et d'instruments sur les marchés publics durables au sens d'un «guichet unique». L'ASIC est co-sponsor de cette plateforme.

Plateforme de connaissances en ligne sur les achats publics: [www.woeb.swiss](http://www.woeb.swiss)



## Brochure ASIC: Vue d'ensemble des prestations de l'Association

En 2020, l'ASIC a lancé sa nouvelle brochure de présentation. Celle-ci donne une vue d'ensemble des affaires traitées et des activités menées par l'Association, souligne les nombreux avantages que présente une adhésion à cette dernière. La brochure illustrée peut être téléchargée gratuitement depuis notre site web.

[Brochure ASIC](#)





## Commissions techniques



Réglementations concernant le recyclage des déchets électroniques : l'ASIC exige un interlocuteur et une rémunération qui couvrent les coûts.



### Commission technique Déchets et recyclage

#### Un nouveau président pour la commission technique

Hasi Schwarzenbach a pris congé de la commission technique Déchets et Recyclage, après 15 ans en tant que président. Il avait déjà rejoint la commission en 1999 et en a assuré la présidence depuis 2005. Hasi Schwarzenbach a mené de nombreux projets importants au cours de son mandat, notamment le contrat-cadre sur le vieux papier, l'augmentation de diverses redevances pour les collectes séparées et la recherche d'une solution de financement obligatoire pour les appareils électriques et électroniques usagés. L'ASIC tient à remercier Hasi Schwarzenbach pour son remarquable travail et sa direction éclairée des séances de la commission technique. Daniel Rychener, responsable des affaires techniques au Service des infrastructures de la ville de Thoue, sera le nouveau président de la commission technique Déchets et recyclage.

#### Ordonnance sur le traitement des déchets – clients de déchets commerciaux: retour à une solution avec des postes à plein temps dans les communes

Le règlement actuel concernant la délimitation des clients de déchets d'entreprises ayant plus de 250

postes à temps plein signifie pour les villes, les communes et les associations intercommunales des charges disproportionnées et récurrentes pour son application. Le 29 avril 2020, l'ASIC a donc déposé une demande de modification de la définition de l'entreprise dans le cadre de la prochaine révision de l'OLED. La définition d'une entreprise au sens de l'art. 3b OLED devrait donc être modifiée de manière à ce que l'appartenance à un monopole soit appréciée sur la base de la somme des postes à temps plein d'une entreprise par commune.

#### Appareils électriques et électroniques usagés – Révision de l'OREA: l'ASIC exige une administration groupée

L'OFEV a élaboré un projet de révision de l'OREA et l'a mis en consultation en été 2020. Dans sa prise de position, l'ASIC a réitéré ses demandes de longue date concernant la rémunération à prix coûtant des services de collecte municipaux et le regroupement administratif des exploitants actuels. L'OFEV a entretemps évalué les quelque 200 prises de position soumises. Le projet de loi révisé devrait être soumis au Conseil fédéral durant le deuxième semestre 2021. L'entrée en vigueur de

la révision de l'ordonnance sera en conséquence également retardée.

[Lien Prise de position](#)

### L'économie circulaire au Parlement

L'initiative parlementaire 20.433 sur l'économie circulaire est, du point de vue de l'ASIC, très axée sur l'emballage, bien que l'économie circulaire ne se limite pas au recyclage du plastique dans le domaine de l'emballage. La question se pose également de savoir quel rôle le commerce doit assumer. Il convient de noter par ailleurs que le recyclage n'est pas une mine d'or, les recettes de cette activité suffisant souvent à peine à couvrir les coûts de collecte. Pour l'ASIC, il s'est avéré difficile de prendre une position claire sur la question de la « responsabilité de la collecte des plastiques », car les villes/associations intercommunales ont actuellement des positions différentes à ce sujet: certaines se réjouissent que les commerces reprennent leurs emballages, d'autres veulent contrôler elles-mêmes les quantités et les volumes. L'ASIC estime qu'il est important d'introduire des taxes de recyclage anticipées pour financer ce projet.

### Des marchés du recyclage turbulents

De nombreuses villes et communes ont dû effectuer des paiements supplémentaires pour la vente du carton en 2020; pour les collectes mixtes papier/carton, la fourchette de prix varie entre des paiements supplémentaires à un chiffre et des recettes inférieures à deux chiffres. Le facteur décisif est souvent la base temporelle sur laquelle les villes fixent les prix (adaptations mensuelles/trimestrielles/annuelles). La commission technique considère que les taxes supplémentaires sur

le carton introduites dans certaines communes constituent un signal dangereux. La commission recommande un financement par le biais de la taxe de base sur les déchets. Outre le papier et le carton usagé, se pose également la question épineuse de la concession pour la collecte des vêtements usagés ainsi que la manière de traiter la reprise dans les magasins de vêtements.

### Autres thèmes

Les services communaux en charge des déchets et recyclage continuent de se concentrer intensivement sur l'électrification du parc de véhicules et sur les thèmes de la numérisation. └

*Economie circulaire – collectes de plastiques: conserver et développer le concept de la taxe anticipée de recyclage.*



### **Protection de l'eau potable: Renforcer le principe de précaution et le principe du pollueur-payeur**

La question de la protection de l'eau potable et la controverse autour de l'utilisation des pesticides – l'exemple du chlorothalonil – font encore et toujours l'actualité dans le monde médiatique et politique à l'approche des votations sur les deux initiatives populaires.

L'ASIC a élaboré pour ce dossier important les bases des activités politiques à l'attention des associations communales: d'un point de vue communal et technique, les intérêts sont clairs: il s'agit avant tout de réduire les apports polluants des pesticides dans les eaux, tout en protégeant mieux les aires d'alimentation des captages d'eau potable existants. Nous demandons également des solutions de financement axées sur les pollueurs pour le traitement plus coûteux de l'eau potable dans les années/décennies à venir en raison du problème des pesticides. Même si l'apport de polluants est réduit rapidement et que les aires d'alimentation sont mieux protégées, les problèmes des fournisseurs d'eau ne seront pas résolus immédiatement en raison du temps de séjour des polluants dans l'eau. [L'initiative parlementaire 19.475](#) aurait donné au Parlement la possibilité d'élaborer un contre-projet indirect valable pour les deux initiatives populaires «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Malheureusement, ce sont les préoccupations de l'agriculture sur des points clés qui ont surtout été entendues au cours des débats. D'un point de vue des communes, l'intention du Parlement de mettre en œuvre une protection de l'environnement plus technique dans les stations d'épuration des eaux usées (motions 20.4261 et 20.6262), afin de devoir prendre des mesures moins strictes pour réduire les apports polluants dans l'agriculture est tout à fait déconcertante.

### **Recyclage du phosphore: Clarifier le financement et renvoyer les délais**

La mise en œuvre du recyclage du phosphore à partir des eaux usées d'ici janvier 2026 reste un objectif trop ambitieux aux yeux de la commission technique. Dans sa prise de position sur le document de planification 2.0 du projet de l'OFEV «SwissPhosphor», l'ASIC a salué la légère adaptation des délais envisagés. En ce qui concerne les objectifs stratégiques en lien avec d'autres affaires politiques sur le thème du recyclage du phosphore, l'ASIC considère que les aspects suivants sont de première importance:

- repousser la date limite de mise en œuvre du 1er janvier 2026 et créer des incitations pour les premiers arrivés
- Fixation d'un taux cible pour 2026 avec une augmentation sensible au cours des dix prochaines années.



*Protection de la qualité des eaux souterraines: réduire les apports de polluants au lieu de recourir à des solutions techniques encore plus coûteuses dans les STEP.*

- lancer un processus ouvert concernant la question du financement
- ne pas trop se focaliser sur le marché intérieur

Le postulat du conseiller national Stefan Müller Altermatt reprend ces différents points et demande au Conseil fédéral un rapport afin de les clarifier. Ce postulat n'a pas encore été traité.

[Postulat 20.4235 de Stefan Müller-Altermatt \(Conseil national\)](#)

### **Coopération étroite avec l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux VSA**

Plusieurs membres de la commission technique et le secrétariat s'engagent également dans des projets communs avec l'association partenaire VSA: il s'agit concrètement de recommandations d'actions pour le passage





### *Création d'un nouveau groupe de travail sur le thème de l'évacuation des biens-fonds.*

d'un système de canalisations mixtes à un système de séparation des eaux claires et des eaux usées, du prochain rapport concernant les coûts et les prestations de l'économie des eaux usées et d'une conférence commune pour le public-cible des administrateurs des bâtiments communaux.

#### **Autres thèmes traités par la commission technique**

Les responsables de l'évacuation des biens-fonds dans les villes se réunissent désormais également une fois par an en tant que sous-groupe du groupe d'échange de vue (ERFA) d'exploitants de réseaux de canalisations.

Cette commission a notamment insisté à maintes reprises sur la révision du PGE (PGE = plan général d'évacuation des eaux). À Saint-Gall, par exemple, de nombreux documents sont actuellement transférés dans le système d'information géographique (SIG) à partir de plans.

Actuellement, de nombreuses villes sont occupées au remaniement de leur PGEE (PGEE = plan général d'évacuation des eaux), un sujet important. Le groupe discute également des opportunités et des expériences pratiques de plus en plus nombreuses dans le domaine de la saisie numérique et autonome des données concernant les ré-

seaux de canalisations. On mentionnera dans ce contexte les solutions basées sur des applications pour la planification et le reporting concernant l'entretien ainsi que la mise en œuvre concrète des projets de «villes éponges» pour une gestion équilibrée de l'eau dans les zones habitées. Sur le plan technique, les membres du groupe ont également discuté de la pratique en matière d'entretien des canalisations d'eaux usées entartrées. Les exploitants des réseaux de canalisations ont également été gravement touchés par la pandémie au printemps 2020, les risques de propagation du virus par les eaux usées n'ayant pas pu être clairement évalués au début. Ce secteur a donc également mis en œuvre des concepts de protection dispendieux. ┘

### Entretien opérationnel – nettoyage: concepts de protection et voirie

Contrairement à ce à quoi l'on pouvait s'attendre, le nombre de masques hygiéniques jetés dans la nature a été relativement faible et n'a pas posé de problème particulier jusqu'à présent. S'il y avait nettement moins de débris dans les centres-villes pendant le premier confinement, il y en avait nettement plus dans les parcs. Le réseau et l'échange ont également bien fonctionné dans la commission technique Routes lorsqu'il s'est agi de développer et de mettre en œuvre les concepts de protection pour les équipes de chantier.



### Le service hivernal fonctionne également en période de pandémie

Malgré la pandémie de coronavirus, le service hivernal a été planifié relativement normalement avec les concepts de protection habituels. Afin de pouvoir faire face à un éventuel manque de personnel, on a prévu de mettre en œuvre le plan prioritaire selon la norme VSS, selon laquelle, dans le pire des cas, seules les zones prioritaires seraient desservies.



*Après-midi de pratique ASIC sur le thème «Revêtements routiers modernes: la solution pour la réduction du bruit?»*

### Des véhicules électriques dans le domaine communal également

Un sondage mené auprès des membres a montré que l'électrification des flottes de véhicules progresse également dans le secteur communal. Plusieurs types de véhicules électriques ont déjà été introduits dans ce contexte, dont notamment des transporteurs et des véhicules communaux, des petites balayeuses, des pick-ups et des camions-poubelles électriques.

### Echange d'expériences sur les revêtements routiers

Les exigences concernant les revêtements routiers sont de plus en plus élevées: on prévoit d'utiliser davantage de matériaux recyclés, de rendre les chaussées moins bruyantes et de plus en plus rafraîchissantes, même lors de grande

chaleur. Il n'est évidemment pas possible, techniquement parlant, de satisfaire toutes ces demandes en même temps. En 2020, un échange d'expériences gratuit sur le thème des revêtements routiers a été organisé pour la première fois pour les membres de l'ASIC, en collaboration avec la ville de Berne. Les différents types de revêtements ainsi que leurs avantages et inconvénients ont été discutés. Les trottoirs de couleur claire, qui sont censés avoir un effet rafraîchissant dans les centres-villes, ont également été discutés après cet échange d'informations. Le problème se pose avec une acuité particulière pour ce qui est de la réduction du bruit, que l'on ne peut plus nécessairement garantir avec ces solutions spéciales. Une étude sera publiée en 2021 afin d'examiner l'éventuel effet de rafraîchissement de ces revêtements spéciaux de couleur claire. ┘



## Commission technique Gestion des infrastructures

### La numérisation de la gestion des infrastructures se poursuit

Le thème annuel de la commission technique était la numérisation: la numérisation dans la gestion des infrastructures s'avère être un défi, car les données de base ou les chiffres clés font souvent défaut. Il faudrait également définir des standards spécifiques avant de pouvoir fusionner les différentes données relatives aux infrastructures. Par ailleurs, la manière d'aborder la numérisation n'est pas partout la même: certaines communes veulent procéder autant que possible à une numérisation intégrale, d'autres sont plus prudentes. La commission technique relève également que les fournisseurs de logiciels ont un intérêt logique et légitime à vendre des projets aux planificateurs/maîtres d'ouvrages, mais la question du stockage des données à long terme et des droits reste souvent ouverte. Les bases de la numérisation sont bel et bien en place et, grâce à la disposition à innover de nombreuses communes, les connaissances et les expériences dans ce domaine ne cessent d'augmenter. Il convient également de souligner le projet de la commune de Künsnacht avec son «chantier transparent», qui a été nommé pour le Prix d'innovation ASIC. De nombreuses entreprises membres donateurs de l'ASIC proposent également des solutions dans ce domaine. ┘

## Commission technique Immobiliers

### Attitude face aux locataires commerciaux

Les membres de la commission technique rapportent des manières très différentes de gérer les loyers commerciaux pendant la première vague de la pandémie de coronavirus. Dans certaines villes, les personnes touchées par le confinement ont bénéficié d'une réduction de 100 % de leur loyer, une partie de ce dernier dans

La gestion immobilière en période de pandémie: attitude face aux locataires commerciaux et aération des bâtiments scolaires au centre de l'échange d'expériences.

d'autres villes. Certaines villes et communes n'ont pas non plus accordé de réduction pendant le confinement et si elles l'ont fait, ce n'est qu'après coup, pour les cas de rigueur.

### Bien aérer les bâtiments scolaires

Dans le contexte de la pandémie de coronavirus, la commission technique immobiliers a discuté de la thématique de l'aération des bâtiments scolaires. Comme les faits n'étaient pas clairs au début, il était difficile de planifier des mesures spécifiques. Il s'est avéré peu à peu qu'un échange d'air suffisant était un moyen important de freiner la propagation du virus. Il a également été confirmé qu'aucune introduction du virus dans les prises d'air extérieures n'a pu être détectée. Malgré la pandémie, nous avons pu remanier et mettre sur pied avec succès le séminaire de base «Gestion immobilière dans les communes», ce en collaboration avec l'association VSLI. ┘

## Commission technique Climat et environnement

### Alimentation durable

En septembre 2020, le groupe Erfa Alimentation durable s'est réuni pour la première fois à Bâle en tant que sous-groupe de travail de la commission technique Climat et Environnement. L'accent a été mis sur l'échange d'informations sur les mesures prises par les villes afin d'assurer une alimentation durable. On a notamment estimé dans ce contexte qu'il était important de sensibiliser la population et de promouvoir une alimentation durable dans les entreprises communales. L'OFEV a publié de son côté des recommandations pour des marchés publics durables dans le domaine de l'alimentation. Ces recommandations sont applicables aux achats publics et privés et poursuivent trois objectifs: des achats durables, une alimentation saine et une gestion durable des services de restauration collective. ┘





Les commissions techniques de l'ASIC prennent l'initiative et montrent du concret: comment atteindre progressivement l'objectif «zéro émission nette» dans les villes et les communes?



## Commission technique Energie

### Etude de Initiative Chaleur Suisse

La commission technique Energie s'est penchée de manière intensive sur les résultats de l'étude de Initiative Chaleur Suisse sur l'approvisionnement futur en chaleur dans le cadre de l'objectif «zéro émission nette», ou sur la question de savoir comment il serait possible d'atteindre une décarbonisation du secteur du chauffage d'ici 2050 avec un approvisionnement en chaleur et en froid 100% renouvelable et neutre en CO<sub>2</sub>. Les principales conclusions de cette étude sont les suivantes:

- Le potentiel des énergies renouvelables de chauffage et de refroidissement est supérieur à la demande.
- Une grande partie du potentiel réside dans la chaleur résiduelle de l'industrie et des infrastructures, comme les usines d'incinération des déchets et les stations d'épuration des eaux usées, ainsi que dans la chaleur ambiante du sol et de l'eau, comme les rivières, les lacs, les eaux souterraines et la géothermie.
- Une part considérable de ces sources d'énergie renouvelables peut être utilisée via les réseaux.
- De grandes parties de la zone résidentielle peuvent être alimentées en énergie renouvelable.
- On peut s'attendre à une forte proportion de pompes à chaleur, en fonction du développement et de l'expansion des réseaux de chauffage.

L'utilisation des potentiels de l'énergie de chauffage et de refroidissement ne signifie pour le secteur du chauffage qu'une augmentation relativement modérée de la demande en électricité, soit 5% de la demande actuelle d'électricité en Suisse, et une demande supplémentaire d'électricité en hiver de 4 à 7 TWh.

### Stratégies climatiques et énergétiques

L'adaptation des stratégies des villes et des communes en matière de climat et d'énergie à l'objectif «zéro émission nette» a été largement discutée au sein des commissions techniques «Énergie» et «Climat et environnement». La plupart des communes sont en train de réviser et d'actualiser leurs bases afin d'aligner leurs politiques énergétiques et climatiques sur l'objectif «zéro émission nette». A Köniz, par exemple, l'accent est mis principalement sur la planification énergétique territoriale avec un plan d'approvisionnement en chauffage et en refroidissement comme base pour remanier le plan directeur Energie. En outre, un paquet de mesures est en cours d'élaboration avec la participation de la population et des entreprises locales. La ville de Lucerne met en revanche l'accent sur le développement de la nouvelle stratégie climatique et énergétique, qui inclut l'objectif de zéro émission nette en 2040. La ville reprend le concept directeur de la société à 2000 watts afin de définir les actions possibles. Il s'agit ici notamment de la mise en œuvre d'un plan d'action comprenant trente mesures relatives à l'électricité, au chauffage, à la mobilité, etc. pour les années 2023-2028. Enfin, suite à la pression «de la rue» ou du mouvement climatique, la ville de Bienne a rapidement élaboré un règlement sur la protection du climat qui définit ses objectifs climatiques ainsi que les grandes lignes de sa politique climatique. Il s'agit entre autres de la neutralité climatique d'ici 2050, de l'objectif zéro émission nette de gaz à effet de serre provenant de l'administration communale d'ici 2040 ainsi que d'une évaluation de l'impact climatique des projets et des activités de la commune.

[Lien commune de Köniz: Vers un avenir sûr](#)

[Lien ville de Lucerne: La ville de Lucerne et la protection du climat](#)

[Lien ville de Bienne: Règlement sur la protection du climat](#)



## Liste des cours et séminaires

En raison de la pandémie, l'offre de cours et de séminaires n'a pu être concrétisée que partiellement. Des manifestations telles que le salon Suisse Public avec l'ASIC comme partenaire de patronage, l'assemblée générale ou encore le congrès spécialisé sur la gestion des crises ont dû être annulés ou remis à plus tard. Il a tout de même été possible d'organiser avec succès une partie des séminaires à la fin de l'été et au début de l'automne.

[Lien Agenda des séminaires et des congrès 2021](#)

Cours / congrès	Date / lieu	Nombre des participants
<b>Congrès sur le recyclage (en collaboration avec SwissRecycling)</b>	16 janvier 2020 à Bienne	330
<b>Journée pratique revêtements des routes</b>	22 janvier 2020 à Berne	21
<b>Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique</b>	28 janvier 2020 à Puidoux	12
<b>Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique</b>	11 mars 2020 à Puidoux	14
<b>Séminaire pratique: gestion de voirie</b>	20 août à Aarau	16
<b>Séminaire pratique: gestion des infrastructures</b>	3 septembre 2020	11
<b>Cours pour chefs de voirie</b>	10/11 septembre à Nottwil	44
<b>Séminaire pratique: gestion des biens immobiliers</b>	15 septembre à Aarau	11
<b>Cours pour chefs de voirie</b>	22/23 Oktober 2020 à Nottwil	43
<b>Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique</b>	3 novembre à Puidoux	9
		<b>en total 511</b>





La nouvelle Newsletter paraît à intervalles plus courts et est désormais numérique.

## Communications et publications

### Gestion des infrastructures communales dans les régions de montagne: exemples pratiques

Pour de nombreuses communes de montagne, l'entretien et le développement des infrastructures sont des tâches quasi insurmontables. Nombre d'entre elles ont donc développé des approches innovantes. En juillet 2020, l'ASIC et le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) ont publié une brochure présentant des études de cas de différentes régions et sensibilisant aux défis de la gestion des infrastructures communales dans les régions de montagne.

[Informations complémentaires](#)



### La Newsletter ASIC devient numérique

L'automne dernier, nous avons introduit un nouveau format de Newsletter numérique. Cette publication de l'ASIC n'apparaît plus désormais chaque trimestre, mais tous les deux mois environ, et ce, dans une version plus courte; elle est également envoyée directement par courrier électronique. La nouvelle version de la Newsletter donne un aperçu des événements actuels et des principales publications. On y trouve des informations détaillées sur des sujets spécifiques, avec les liens correspondants.

### Standard de la construction durable

En collaboration avec le réseau Construction durable Suisse, des représentants de l'Association suisse Infrastructures communales ont participé à l'élaboration de la nouvelle norme en matière de construction durable en Suisse. Pour la première fois, cette norme permet de planifier et de construire des ouvrages infrastructurels de manière durable sur une base sûre.

[Informations complémentaires](#)



## Organisation

### Assemblée générale du 10 juin 2020: votation en ligne

En raison de la pandémie, l'assemblée générale n'a pu se tenir en présentiel. Les membres se sont prononcés sur les affaires statutaires via un vote en ligne: ils ont approuvé à l'unanimité le rapport annuel et les comptes annuels 2019. De même, sur proposition du Comité, l'Assemblée générale a décidé de laisser les cotisations inchangées pour l'année 2021.


### Comité: Daniel Rychener est le nouveau président de la commission technique Déchets et recyclage

Daniel Rychener, directeur des services techniques et ingénieur-adjoint de la ville de Thoune, et président de la commission technique Déchets et recyclage, représente cette dernière au sein du Comité. Les séances du Comité se sont déroulées sous forme de vidéoconférences.

### Secrétariat

L'équipe du secrétariat était formée des personnes suivantes en 2020.

### Membres: effectif constant, nouveaux membres d'honneur

En 2020, 4 communes/villes, 3 associations intercommunales et un membre bienfaiteur ont adhéré à l'ASIC. Suite à des fusions, une commune, une association intercommunale et trois membres bienfaiteurs ont quitté l'association. Le Comité a nommé membres d'honneur les personnes suivantes, ce en raison de leur engagement de longue date: Beat Ammann, ancien vice-président et président de la commission technique Eaux usées, Bruno Bébié, ancien président de la commission technique Energie, Harry Künzle, ancien président de la commission technique Climat et environnement, Hasi Schwarzenbach, ancien président de la commission technique Déchets et recyclage, ainsi que Silvan Kocher, ancien inspecteur des routes de la ville de Bienne. 



Alexandre Bukowiecki Gerber  
directeur (90%)



Daniel Lehmann Pollheimer  
directeur-adjoint (80%), chef de  
projets



Christa Röthlisberger  
administration et organisation de sémi-  
naires (80%, à partir de janvier 2020)



Sophie Vaucher  
communication et marketing (50%)



Susanne Gasser  
finances et personnel (Union  
des villes suisses)



Stephanie Glutz  
administration et organisation  
de séminaires (80%, jusqu'à la  
fin janvier 2020)

### Villes et communes

Aadorf  
 Aarau  
 Aarburg  
 Aarwangen  
 Adliswil  
 Aesch  
 Allschwil  
 Arbaz  
 Arosa  
 Aubonne  
 Avenches  
 Ayent  
 Baden  
 Bagnes  
 Bätterkinden  
 Belp  
 Berikon  
 Bern  
 Bever  
 Biberist  
 Biel-Benken  
 Biel/Bienne  
 Binningen  
 Birmensdorf  
 Bonstetten  
 Bottmingen  
 Bourg-en-Lavaux  
 Bülach  
 Burg im Leimental  
 Burgdorf  
 Bussigny-près-Lausanne  
 Caslano  
 Château-d'Oex  
 Chur  
 Commugny  
 Corcelles-près-Payerne  
 Crissier  
 Davos  
 Delémont  
 Dietikon  
 Dübendorf  
 Duggingen  
 Ecublens  
 Egerkingen  
 Egnach  
 Einsiedeln  
 Embrach  
 Epalinges  
 Estavayer-le-Lac  
 Fehraltorf  
 Fraubrunnen  
 Freienbach  
 Fribourg  
 Fully  
 Gaiserwald  
 Genève

Geroldswil  
 Giswil  
 Gland  
 Glarus  
 Glarus Nord  
 Goldach  
 Gossau ZH  
 Gretzenbach  
 Grindelwald  
 Hägendorf  
 Herisau  
 Horw  
 Illanz-Glion  
 Illnau-Effretikon  
 Kirchlindach  
 Kloten  
 Köniz  
 Kreuzlingen  
 Küsnacht  
 Küsnacht am Rigi  
 Lachen SZ  
 Langenthal  
 Langnau i.E.  
 Lausanne  
 Lenk  
 Leukerbad  
 Locarno  
 Lugano  
 Lutry  
 Luzern  
 Lyss  
 Martigny  
 Meikirch  
 Meisterschwanden  
 Mönchaldorf  
 Monthey  
 Montreux  
 Morges  
 Moudon  
 Mümliswil-Ramiswil  
 Münchenbuchsee  
 Münsingen  
 Murgenthal  
 Muri b. Bern  
 Murten  
 Neuchâtel  
 Niedergösgen  
 Niederhasli  
 Nyon  
 Oberägeri  
 Oberbipp  
 Oberglatt  
 Oberkulm  
 Obersiggenthal  
 Oberwil BL  
 Oftringen

Olten  
 Orbe  
 Ostermundigen  
 Otelfingen  
 Payerne  
 Pfäffikon ZH  
 Pieterlen  
 Préverenges  
 Pully  
 Reinach BL  
 Renens  
 Richterswil  
 Rolle  
 Rothenfluh  
 Rüslikon  
 Saanen  
 Saillon  
 Saint-Prex  
 Sarnen  
 Schaffhausen  
 Schiers  
 Schlieren ZH  
 Schmerikon  
 Schmitter  
 Schwarzenburg  
 Schwerzenbach  
 Seedorf  
 Sempach  
 Sierre  
 Sion  
 Solothurn  
 Speicher  
 St. Gallen  
 St. Moritz  
 Stadel  
 Steffisburg  
 Stein AG  
 Steinmaur  
 Stettlen  
 Subingen  
 Sulgen  
 Sursee  
 Tägerwilen  
 Teufen  
 Thalwil  
 Therwil  
 Thun  
 Twann-Tüscherz  
 Unterägeri  
 Unterseen  
 Untersiggenthal  
 Urdorf  
 Urtenen-Schönbühl  
 Uster  
 Vaz/Obervaz  
 Vevey

Volketswil  
 Wädenswil  
 Wald  
 Wallisellen  
 Wangen-Brüttisellen  
 Wigoltingen  
 Wil  
 Winterthur  
 Wittenbach  
 Witterswil  
 Wollerau  
 Worb  
 Würenlos  
 Yverdon-les-Bains  
 Zermatt  
 Zofingen  
 Zollikofen  
 Zollikon  
 Zuchwil  
 Zug  
 Zumikon  
 Zürich  
 Zweisimmen

## Associations intercommunales

Abwasserverband Aarburg  
Abwasserverband der Region Sense-Oberland  
A-Region, Rorschach  
ara region bern ag, Herrenschwanden  
ARA Thunersee, Uetendorf  
ARA Worblental, Worblaufen  
AVAG, AG für Abfallverwertung, Jaberg  
ERZO Entsorgung Region Zofingen, Oftringen  
GAF Gemeindeverband Abfallbewirtschaftung Unteres Fricktal, Olsberg  
GEVAG Gemeindeverband für Abfallentsorgung Graubünden, Untervaz  
GVRZ Gewässerschutzverband der Region Zugersee-Küssnachtsee-Ägerisee, Kläranlage Schönau, Cham  
REAL Recycling, Entsorgung, Abwasser, Luzern  
Region Maloja, Samedan  
SADEC SA, Nyon  
SATOM Usine d'incinération Valais/Vaud, Monthey  
STRID SA, Yverdon-les-Bains  
Vadec, La Chaux-de-Fonds  
Valorsa SA, Penthaz  
Verband KVA Thurgau, Weinfelden  
VKA Verband für Kanalisation und Abwasserreinigung, Nidau  
ZAB Zweckverband Abfallverwertung Bazenhaid  
ZAKU Zentrale Organisation für Abfallbewirtschaftung im Kanton Uri  
ZEBA Zweckverband der Zuger Einwohnergemeinden für die Bewirtschaftung von Abfällen, Cham  
ZKRI Zweckverband Kehrichtentsorgung Region Inner-schweiz, Schwyz

## Cantons

Kanton Basel-Stadt, Bau- und Verkehrsdepartement  
Kanton Bern, Amt für Wasser und Abfall  
Kanton Uri, Amt für Umweltschutz, Abteilung Gewässerschutz  
Kanton Zürich, Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft

## Donateurs (personnes morales)

ANTA SWISS AG, Rümlang  
Basler & Hofmann AG, Zürich  
BL Silobau AG, Gossau  
Contena-Ochsner AG, Urdorf

CSC Déchets SA, Tramelan  
DAS BERATUNG GmbH, Chur  
Elektron AG, Au  
Energie 360° AG, Zürich  
ewp Ingenieure | Planer | Geometer, Effretikon  
Flughafen Zürich AG  
GETAG Entsorgungs-Technik AG, Fulenbach  
Hunziker Betatech AG  
IGORA-Genossenschaft, Thalwil  
J. Grimm AG, Oetwil am See  
K. Müller AG, Wallisellen  
Kommunal Partner AG, Kirchlindach  
Meier und Partner AG, Weinfelden  
Plastic Omnium AG, Basel  
Practica AG, Ebikon  
Regio Recycling Management AG, Bazenhaid  
Schwendimann AG, Münchenbuchsee  
SRS Swiss Recycling Services AG, Allschwil  
Swico, Zürich  
Vetropack AG, Vetrorecycling, Bülach  
VetroSwiss, Bern  
Villiger Entsorgungssysteme AG, Oberrüti  
WIFpartner AG, Zürich  
Zimmermann Dienstleistungen GmbH, Oberägeri  
Ziswiler AG, A-Z Recycling, Bern

## Donateurs (personnes physiques)

C. Bähr, Zürich  
P. Delcourt, Pully  
A. Ettwein, Bern  
R. Gnos, Eschenz  
D. Laube, Gelterkinden  
B. Oppliger, Studen  
B. Reber, Thierachern

## Membres d'honneur

U. Geissmann, Bremgarten BE  
H.P. Tobler, St. Gallen  
G. Neuhold, Österreich  
B. Ammann, Belp  
B. Bébié, Zürich  
S. Kocher, Ipsach  
H. Künzle, Rorschacherberg  
H.U. Schwarzenbach, Mettmenstetten



## Comité et commissions techniques

Etat fin 2020

### Comité

Alain Jaccard, Chef du service Infrastructures et gestion urbaine, Ville de Morges (président)  
Renate Amstutz, Direktorin, Schweizerischer Städteverband  
Silvia Banfi-Frost, Energiebeauftragte, Stadt Zürich  
Antoine Benacloche, Ingénieur communal, Ville de Neuchâtel  
Stephan Flury, Bereichsleiter Infrastrukturen und Raumentwicklung, Gemeinde Sarnen (Vize-Präsident)  
Gerald Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen  
Gregor Maurer, directeur d'Epura SA, Ville de Lausanne  
Matthias Nabholz, Leiter Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
Christoph Niederberger, Direktor, Schweizerischer Gemeindeverband  
Daniel Rychener, Leiter technische Betriebe, Stadt Thun  
Albert Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren  
Marco Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen (Vize-Präsident)

### Commissions techniques permanentes

#### Commission technique Déchets et recyclage

D. Rychener, Leiter Technische Betriebe, Stadt Thun (président)  
A. Bachofner, Leiter Entsorgung, Stadt Winterthur  
A. Basler, Leiter Abfallbewirtschaftung, Gemeinde Köniz  
Th. Bieri, Leiter Entsorgungslogistik ERZ, Stadt Zürich  
G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf  
G. Clément, Responsable du secteur Conseil - acquisition - valorisation SATOM, Monthey  
F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
L. Fornara, capo area servizi tecnici, Città di Lugano  
S. Gogerat, Adjoint, Ville de Pully  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
E. Hostettler, Responsable de la Voirie, Ville de Morges  
Ch. Jordi, Leiter Entsorgung & Recycling, Stadt Bern  
M. Lorenzi, Chef de Service Voirie - Ville propre, Ville de Genève  
R. Lumpert, Geschäftsführer ZKRI, Schwyz  
C. Mühlestein, Strasseninspektor, Stadt Biel  
J.-P. Schindelholz, Directeur STRID SA, Yverdon-les-Bains  
M. Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen  
P. Steiner, Geschäftsführer, Verband KVA Thurgau, Weinfelden  
Th. Stirnemann, Leiter Werkhof, Stadt Baden  
D. Vergari, Bereichsleiter Abfallwirtschaft REAL, Emmenbrücke  
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau  
H. Zurkirchen, Leiter Werkdienste, Stadt Luzern  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

#### Commission technique Eaux usées

M. Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen (président)  
R. Aeby, Betriebsleiter ARA, Ville de Fribourg  
U. Ammann, Dienstzweigleiter Abwasser, Gemeinde Köniz  
R. Arpagaus, Stadtgenieur, Stadt Chur  
K. Biermann, Betriebsleiter Abwasserverband Glarnerland, Bilten  
C. Hedinger, Leiter ARA, Stadt Chur  
T. Lasseur, Chef de Service, Commune de Pully  
G. Maurer, Directeur d'EPURA SA, Ville de Lausanne  
Y. Quirin, Abteilungsleiter, Amt für Natur und Umwelt, Kanton Graubünden  
I. Schoppe, Geschäftsführer, ARA Thunersee  
A. Schuler, Direktor ara region bern ag, Herrenschwanden  
U. Sieber, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Winterthur  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

#### Commission technique Réseau routière

G. Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen (président)  
G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf  
F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
A. Flück, Leiter Erhaltungsplanung, Stadt Basel  
M. Forster, Leiter Betriebe + Entsorgung, Stadt Wil  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
P. Hirsiger, Leiter Strasseninspektorat, Stadt Winterthur  
P. Kessler, Ressortleiter Werterhalt und Support, Stadt Luzern  
M. Koch, Leiter Abteilung Tiefbau, Stadt Baden  
T. Laufer, Leiter Planung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
A. Levet, Ingénieur, Ville de Pully  
M. Lorenzi, Chef de Service Voirie - Ville propre, Ville de Genève  
M. Mani, Projektleiter Unterhalt, Gemeinde Köniz  
M. Pola, Strasseninspektor, Kanton Zürich  
S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten  
P. Schädeli, Leiter Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern  
H. Schneebeili, Geschäftsbereichsleiter Werterhaltung, Stadt Zürich  
M. Schweizer, Leiter Strassen und Kunstbauten, Kanton Basel-Stadt  
M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, Entsorgung + Recycling, Stadt Zürich  
F. Volpi, Chef de l'unité nettoyage, Ville de Genève  
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau  
P. Widmer, Strasseninspektor, Stadt Thun  
R. Wollenmann, Leiterin Werkbetriebe, Stadt Chur  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

### **Commission technique Bien immobiliers**

A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren (président)  
M. Adam, Leiter Portfolio- und Umweltmanagement, armasuisse, Bern  
R. Borner, Geschäftsleiter Immobilien, Basel-Stadt  
B. Businger, Projekt Sachbearbeiter, Stadt Schlieren  
J. Dreyer, Leiterin Stab Immobilien, Stadt Zürich  
R. Liechti, Leiter Immobilien, Stadt Burgdorf  
D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau  
M. Pellet, Liegenschaftsverwalter, Gemeinde Murten  
R. Rolli, Leiterin Immobilienmanagement VV, Stadt Bern  
M. Schätti, Leiter Immobilien, Stadt Baden  
F. Wadenpohl, Leiter Immobilien, Stadt Wädenswil  
M. Weber, Geschäftsführer WEMA  
A. Wimmer, Vertreterin KBOB, Bern  
D. Züger, Leiter Liegenschaften, Stadt Adliswil  
T. Zumthurn, Leiter Stadtliegenschaften, Stadt Thun  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

### **Commission technique Infrastructures**

L. Abu-Talib, usic, Bern  
F. Achilles, Projektingenieur ewp AG, Effretikon  
B. Adey, ETH Zürich, Zürich  
M. Biner, Technischer Berater, SVGW  
Ch. Brot, Bereichsleiter Infrastruktur, Gemeinde Embrach  
D. Dominguez, Bundesamt für Umwelt BAFU, Bern  
S. Flury, Leiter Infrastruktur und Raumentwicklung, Gemeinde Sarnen  
R. Hajdin, IMC GmbH, Zürich  
S. Hasler, Direktor VSA, Zürich  
Ch. Heitz, Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW, Winterthur  
A. Herlyn, Mitglied Geschäftsleitung, WIFpartner AG  
A. Jaccard, Chef du service Infrastructures et gestion urbaine, Ville de Morges  
D. Lukic, Stv. Geschäftsführer Infra Suisse, Zürich  
S. Mathys, Leiter Bau und Werke, Gemeinde Fehraltorf  
H. Mutzner, Fachhochschule Nordwestschweiz, Windisch  
A. Rieder, Leiter Wasserverteilung, Stadt Zürich  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

### **Commission technique Climat et environnement**

M. Aeple, Stadtschreiber, Stadt Rorschach  
M. Buschbeck, Conseiller administratif, Ville de Vernier  
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug  
B. Finkenbrink, Stadtökologie, Stadt Baden  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
M. Gassner, Projektleiter Energie, Mobilität, Umwelt, Stadt Thun  
A. Graupe, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
C. Günther, Fachstelle Nachhaltige Entwicklung, Stadt Winterthur  
Ch. Haupt, Umweltfachstelle, Stadt Aarau  
K. Hungerbühler, Leitung Umwelt und Energie, Stadt St. Gallen  
G. Maurer, Energiebeauftragter, Stadt Kreuzlingen

M. Nabholz, Amtsleiter Umwelt und Energie, Basel-Stadt (président)  
A. Roches, Cheffe de projet du plan climat, Ville de Lausanne  
D. Rufenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel  
G. Schmid, Leiter Umweltschutz, Stadt Luzern  
P. Schmidli, Umweltschutz, Stadt Luzern  
R. Schneider, Leiter Abteilung Planung und Bau, Gemeinde Windisch  
A. Stiefel, Leiter Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
B. Wyss-Käppeli, Projektleiter Mobilität, Energie, Umwelt, Stadt Burgdorf  
R. Zah, Co-Leiter Geschäftsbereich Umwelt, Stadt Zürich  
D. Lehmann Pollheimer, Stv. Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

### **Commission technique Énergie**

S. Banfi-Frost, Energiebeauftragte, Stadt Zürich (présidente)  
S. Benagli, Délégué à l'énergie, Ville de Neuchâtel  
U. Bernasconi, Dicastero sviluppo territoriale, Lugano  
Th. Büchner, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
V. Cerda, Cheffe du service, Département des constructions et de l'aménagement, Ville de Genève  
K. Egger, EnergieSchweiz für Gemeinden, Ettenhausen  
W. Fassbind, Stadtökologe, Leiter Umwelt/Energie, Stadt Zug  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
B. Gut, Umweltschutz, Stadt Luzern  
G. Hafner, Leiter Energiestrategie, Stadt Zürich  
Ch. Haupt, Umweltfachstelle, Stadt Aarau  
K. Marti, Energieberatung Seeland, Biel  
U. Meuli, Bundesamt für Energie, Ittigen  
G. Ohana, Délégué à l'énergie, Ville de Lausanne  
A. Rüedi, Bauleiter, Fachstelle Energie und Nachhaltigkeit, Stadt Chur  
M. Schmidt, Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
A. Stämpfli, Projektleiter Energie und Umweltschutz, Gemeinde Köniz  
Ch. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden  
H. Wiher, Leiter Energie und Technik, Stadt Winterthur  
N. Witschi, Koordination Energiestadt, Stadt Biel-Bienne  
F. Zaugg, Amt für Umwelt und Energie, Stadt St. Gallen  
D. Lehmann Pollheimer, Stv. Geschäftsführer, Schweizerischer Verband Kommunale Infrastruktur

### **Autres groupes de travail**

#### **Controlling des coûts et des prestations - entretien des routes**

M. Bräm, Leiter Ausführung, Tiefbauamt, Stadt Zürich  
L. Brechbühl, Leiter Werkhof, Gemeinde Ostermundigen  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
M. Forster, Leiter Betriebe + Entsorgung, Stadt Wil  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
Th. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully  
M. Meier, Controlling Stadtreinigung, Entsorgung + Recycling, Stadt Zürich

M. Messerli, Betriebsleiter, Stadt Baden  
R. Milz, Leiter Zentrale Dienste, Stadt St. Gallen  
C. Mühlestein, Strasseninspektor, Stadt Biel  
M. Mundwiler, Controlling, Stadt Aarau  
B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt,  
Stadt Bern  
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband  
Kommunale Infrastruktur

### **Groupe de travail Exploitants de réseaux de canalisation**

U. Ammann, Dienstzweigleiter Abwasser, Gemeinde Köniz  
(président)  
M. Arnold, Betriebsmechaniker, GVRZ Cham  
M. Asanger, Leiterin Siedlungsentwässerung/Natur-  
gefahren, Stadt Luzern  
V. Bänziger, Leiter Stadtentwässerung, Stadt St. Gallen  
U. Castellazzi, Leiter Tiefbau, Stadt Chur  
G. Derungs, Leiter Entwässerung-Gewässer-Natur-  
gefahren, Kanton Basel-Stadt  
A. Fallegger, Leiter Unterhalt Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern  
R. Flückiger, Betriebsleiter Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern  
R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Gemeinde Zermatt  
Ch. Güdel, Leiter Infrastrukturen, Stadt Winterthur  
M. Hofmann, Bau- und Verkehrsdepartement, Kanton  
Basel-Stadt  
H. Lamp, Geschäftsbereichsleiter Entwässerung, Stadt  
Zürich  
Th. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully  
U. Sieber, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Winterthur  
S. Walker, Fachbereichsleiterin Siedlungsentwässerung  
und Abfallwirtschaft Stadt Zug  
D. Wigger, Leiter Projekte/QS, GVRZ Cham  
S. Würfel, Projektleiter Entwässerung, Kanton Basel-Stadt  
V. Wyrsch, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Biel-Bienne  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband  
Kommunale Infrastruktur

### **Groupe d'accompagnement Cours de chefs de voire**

B. Bienz, Leiter Mech. Werkstätten, Strasseninspektorat,  
Stadt Luzern  
R. Dietrich, Stv. Strasseninspektor, Stadt St. Gallen  
(président)  
C. Hobi, dia-logue Beratung & Training GmbH, Freienbach  
Ch. Jordi, Leiter Entsorgung & Recycling, Stadt Bern  
R. Lutz, Projektleiter, Stadt Bern  
S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten  
A. Bukowiecki, Geschäftsführer, Schweizerischer Verband  
Kommunale Infrastruktur  
C. Röthlisberger, Veranstaltungen, Schweizerischer  
Verband Kommunale Infrastruktur

### **Alliance pour le climat Suisse**

M. Aeple, Stadtschreiber, Stadt Rorschach  
M. Buschbeck, Conseiller administratif, Ville de Vernier  
T. Deboffe, Délégué à l'énergie et au développement  
durable, Ville de Nyon  
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug

B. Finkenbrink, Stadtökologie, Stadt Baden  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
M. Gassner, Projektleiter Energie, Mobilität, Umwelt, Stadt  
Thun  
A. Graupe, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-  
Stadt  
C. Günther, Fachstelle Nachhaltige Entwicklung, Stadt  
Winterthur  
K. Hungerbühler, Leitung Umwelt und Energie, Stadt  
St. Gallen  
G. Maurer, Energiebeauftragter, Stadt Kreuzlingen  
M. Nabholz, Amtsleiter Umwelt und Energie, Basel-Stadt  
(Präsident)  
D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel  
P. Schmidli, Umweltschutz, Stadt Luzern  
R. Schneider, Leiter Abteilung Planung und Bau,  
Gemeinde Windisch  
A. Stiefel, Leiter Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
B. Wyss-Käppeli, Projektleiter Mobilität, Energie, Umwelt,  
Stadt Burgdorf  
R. Zah, Co-Leiter Geschäftsbereich Umwelt, Stadt Zürich  
D. Lehmann Pollheimer, Geschäftsstelle Klima-Bündnis  
Schweiz, Schweizerischer Verband Kommunale  
Infrastruktur

### **Organe de contrôle**

Blaser Treuhand AG, Köniz



## Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2020		2019	
	CHF	%	CHF	%
<b>Produits</b>				
Cotisations	433'079.00		425'940.00	
Cotisations Alliance climatique des villes suisses	8'810.00		15'690.00	
Produits projets Alliance climatique des villes suisses	0.00		13'927.60	
Contributions aux coûts OKS	9'500.00		9'200.00	
Cours pour chefs de voirie	81'766.00		81'796.45	
Séminaires	48'612.35		60'634.20	
Congrès	0.00		108'064.61	
Autres revenus liés au séminaires et cours	0.00		850.50	
Publications	3'941.95		9'243.85	
Service-conseils/Honoraires généraux	0.00		0.00	
Divers	3'168.90		56'606.30	
<b>Total des produits</b>	<b>588'878.20</b>	<b>100.0</b>	<b>781'953.51</b>	<b>100.0</b>
<b>Charges</b>				
<b>Charges directes</b>				
Cours pour chefs de voirie	62'248.75		56'824.10	
Séminaires	38'609.14		30'990.44	
Congrès	12'112.90		77'061.53	
Autres charges liées au séminaires et cours	2'452.05		1'873.50	
Publications	2'411.30		7'146.05	
Divers	723.85		2'728.80	
Dissolution des provisions	-25'000.00		0.00	
	<b>-93'557.99</b>	<b>-15.9</b>	<b>-176'624.42</b>	<b>-22.6</b>
<b>Comité/commissions</b>				
Frais/projets généraux/comité	12'458.25		7'038.25	
Commission technique Déchets	6'787.05		6'412.25	
Commission technique Eaux usées	-2'098.15		9'040.90	
Commission technique Routes	27'470.15		3'004.90	
Commission technique Énergie	191.60		3'200.60	
Commission technique Immobiliers	0.00		486.20	
Commission technique Climat & Environnement	6'000.00		4'786.10	
Commission technique Gestion des Infrastructures	6'197.85		1'441.15	
Alliance des villes suisses pour le climat	8'810.00		29'617.60	
Dissolution des provisions	-25'400.90		0.00	
	<b>-40'415.85</b>	<b>-6.9</b>	<b>-65'027.95</b>	<b>-8.3</b>
<b>Frais de personnel</b>				
Salaires	344'785.70		331'938.50	
Assurances sociales	77'650.20		70'036.70	
Autres frais du personnels	8'713.70		9'318.60	
	<b>-431'149.60</b>	<b>-73.2</b>	<b>-411'293.80</b>	<b>-52.6</b>
<b>Charges administrations</b>				
Coûts de l'UVS	38'570.10		38'570.10	
Organe de révision	2'803.95		3'200.00	
Produits imprimés	171.85		6'704.70	
Littérature	1'257.64		1'409.30	
Rapport de gestion/infos aux membres/traductions	12'961.10		18'540.40	
Informatique	3'594.75		9'232.99	
Communication et marketing	26'268.70		23'184.85	
Frais de banque	224.61		264.99	
Divers frais d'exploitation	4'162.25		2'218.20	
	<b>-90'014.95</b>	<b>-15.3</b>	<b>-103'325.53</b>	<b>-13.2</b>
<b>Total charges</b>	<b>-655'138.39</b>	<b>-111.3</b>	<b>-756'271.70</b>	<b>-96.7</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>-66'260.19</b>	<b>3.3</b>	<b>25'681.81</b>	<b>3.3</b>

## Bilan au 31.12.

	2020		2019	
	CHF	%	CHF	%
<b>Actifs</b>				
<b>Fonds de roulement</b>				
<b>Actifs réalisables à court terme</b>				
Caisse	174.80		1'313.65	
Compte postale 30-37369-6	226'541.30		347'774.69	
Compte postale 30-712614-7	77'515.23		71'010.34	
BECB Berne, compte courant	23'414.08		23'431.08	
Administration des finances Zurich, cpte placement	370'468.20		370'468.20	
<b>Créances</b>				
Livraisons / prestations	555.03		14'807.73	
<b>Autre créances à court terme</b>				
Actifs transitoires	1'607.25		5'025.10	
<b>Total du fonds de roulement</b>	<b>700'275.89</b>	<b>84.0</b>	<b>833'830.79</b>	<b>86.5</b>
<b>Actifs immobilisés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Dépôt membres OKS	133'419.74		130'378.59	
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>133'419.74</b>	<b>16.0</b>	<b>130'378.59</b>	<b>13.5</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>833'695.63</b>	<b>100.0</b>	<b>964'209.38</b>	<b>100.0</b>

<b>Passifs</b>				
<b>Fonds étrangers</b>				
<b>Dettes à court termes</b>				
Livraisons / prestations	11'449.05		22'469.55	
<b>Autres dettes à court terme</b>				
UVS Berne, compte courant	67'600.07		67'710.47	
Alliance climatique des villes suisses, compte courant	6'851.07		65'091.88	
Passifs transitoires	7'192.75		9'714.85	
<b>Total dettes à court terme</b>	<b>148'092.94</b>		<b>164'986.75</b>	
<b>Fonds empruntés à long terme</b>				
Dettes déposants OKS	133'419.74		130'378.59	
<b>Provisions</b>				
Management des Infrastructures	63'176.00		63'176.00	
Publications	0.00		25'400.90	
Cours de gestion	5'000.00		10'000.00	
Projets	100'000.00		120'000.00	
Administration générale	50'000.00		50'000.00	
<b>Total fonds empruntés à long terme</b>	<b>351'595.74</b>		<b>398'955.49</b>	
<b>Total fonds étrangers</b>	<b>499'688.68</b>	<b>59.9</b>	<b>563'942.24</b>	<b>58.5</b>
<b>Fonds propres</b>				
Fortune au 1 <sup>er</sup> janvier	400'267.14		374'585.33	
Bénéfice net (+/-)	-66'260.19		25'681.81	
<b>Total fonds propres</b>	<b>334'006.95</b>	<b>40.1</b>	<b>400'267.14</b>	<b>41.5</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>833'695.63</b>	<b>100.0</b>	<b>964'209.38</b>	<b>100.0</b>

**Schweizerischer Verband  
Kommunale Infrastruktur**  
Monbijoustrasse 8  
3001 Bern

BLASER TREUHAND AG  
SCHWARZENBURGSTR. 265  
CH-3098 KÖNIZ BERN

Telefon 031 372 11 11  
Telefax 031 371 45 18  
btb@treuhandbern.ch  
www.treuhandbern.ch

Köniz, 11. März 2021

## **Bericht der Revisionsstelle zur Eingeschränkten Revision**

**An die Mitgliederversammlung des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, Bern.**

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz und Erfolgsrechnung) des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, für das am 31. Dezember 2020 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine Eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und Statuten entspricht.

**Blaser Treuhand AG**



**Roger Nietlisbach**  
Dipl. Wirtschaftsprüfer  
Zugel. Revisionsexperte  
Leitender Revisor



**Urs Blaser**  
Dipl. Experte in  
Rechnungslegung  
und Controlling  
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischen  
Treuhanderverbandes  
TREUHAND | SUISSE



### **Source des illustrations**

123rf.de

Adobe Stock

istockphoto

Daniel Lehmann Pollheimer

Pixabay Werner Sidler

Pixabay Nico Grütter

Pixabay Hebi B.

Sophie Vaucher

typo.s Eveline Schmid

Pages 8, 12, 13 en bas

Pages 10, 13 en haut, 17

Couverture grande photo à droite

Page 9 grande photo, 14

Page 15

Page 7 en haut

Page 7 en bas

Page 11

Pages 5, 6, 16

Couverture petite photo en haut à gauche

Page 8 en bas, 9 en haut à gauche

### **Layout**

typo.s Eveline Schmid



**Association suisse  
Infrastructures communales | ASIC**

[infrastructures-communales.ch](http://infrastructures-communales.ch), [info@infrastructures-communales.ch](mailto:info@infrastructures-communales.ch), [@SVKI\\_ASIC](https://www.instagram.com/SVKI_ASIC)

ASIC  
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 356 32 42